

**18<sup>ème</sup> CONSEIL GENERAL DE LA COMMUNE MIXTE DE HAUTE-SORNE**

**Procès-verbal de la séance du mardi 16 juin 2015 à 19h30**

**à la Halle de gymnastique Ecole primaire à Bassecourt**

**Présidente** : Mme Catherine WOLFER, Présidente.

**Secrétaire** : M. Gérald KRAFT, Secrétaire du Conseil général.

**Présents** : M. le Maire Jean-Bernard Vallat. Les membres du Conseil communal suivants : Mme Rose-Marie Allemann, M. Pascal Crétin, M. Etienne Dobler, Mme Nicole Eggenschwiler, M. Guy Meier, M. Georges Migy et M. Gérard Ruch.  
M. Michel Guerdat, Secrétaire communal.

**Excusé** : M. Jean-Louis Joliat.

**Convocation** : La séance de ce jour a été convoquée par lettre et par publication dans le Journal Officiel N° 19 du 3 juin 2015, ainsi que par affichage public.

La présidente Mme Catherine Wolfer a le plaisir d'ouvrir la séance du Conseil général à la halle de gymnastique de l'école primaire à Bassecourt. Elle souhaite une cordiale bienvenue à toutes et tous. Une minute de silence est observée à la mémoire de M. Raymond Joly, membre suppléant du Conseil général et de M. Pierre-Alain Wermeille, commandant du Service d'Incendie et de Secours de Haute-Sorne, décédés il y a quelques jours. Elle communique que la présente assemblée a été convoquée par courriel, courrier et affichage public, ainsi que par le journal officiel. Mme Catherine Wolfer donne connaissance de l'ordre du jour.

1. Appel.
2. Procès-verbal du 24 mars 2015.
3. Communications.
4. Questions orales.
5. Approbation des comptes communaux 2014 de la Commune de Haute-Sorne et des comptes bourgeois des bourgeoisies de Bassecourt, Courfaivre, Glovelier et Soulce (Message N° 50 du Conseil communal au Conseil général du 18 mai 2015).
6. Modification de l'aménagement local – plan de zones, règlement sur les constructions et plan des degrés de sensibilité au bruit – secteur "Au Coeudret II à Bassecourt" (Message N° 51 du Conseil communal au Conseil général du 18 mai 2015).
7. Crédit de Fr. 120'000.00 pour la réfection du toit de la loge "La Morée" à Glovelier (Message N° 52 du Conseil communal au Conseil général du 18 mai 2015).
8. Adopter le règlement de la commission d'école et les statuts du cercle scolaire de Haute-Sorne (Message N° 53 du Conseil communal au Conseil général du 18 mai 2015).
9. Réponse à la question écrite N° 10 "Gestion des déchets, les nouvelles pratiques amènent encore quelques questions".
10. Traiter la motion N° 3 "Des messages précis amènent de bonnes décisions".
11. Traiter la motion N° 4 "3<sup>ème</sup> et 4<sup>ème</sup> âge – infrastructures dans la commune de Haute-Sorne".
12. Nomination d'un membre de la commission "Organisation de la journée des aînés".
13. Nomination d'un membre de la commission "Vérification des comptes".

14. Nomination d'un membre de la commission "Colonie de vacances".
15. Statuer sur la demande d'admission à l'indigénat communal présentée par M. Castineira Ordenez Luis.
16. Statuer sur la demande d'admission à l'indigénat communal présentée par M. Cherkezi Seldin.
17. Statuer sur la demande d'admission à l'indigénat communal présentée par Mme Babic née Todorovic Zorka.
18. Statuer sur la demande d'admission à l'indigénat communal présentée par M. Prieto Perez Joaquin Edgardo et de son épouse Acosta Cubillo Margarita del Carmen.
19. Statuer sur la demande d'admission à l'indigénat communal présentée par Mme Lourenço Ferreira da Silva, Laurinda et de son fils Da Silva Correia Brian.
20. Statuer sur la demande d'admission à l'indigénat communal présentée par M. Klein Gaël Marie Patrice Jean.

Mme Wolfer rappelle qu'une séance d'information suivra immédiatement la présente séance du Conseil général, concernant la modification du plan d'aménagement local – plan de zones, règlement sur les constructions et plan des degrés de sensibilité au bruit au secteur « Au Coeudret II à Bassecourt ».

La présidente demande s'il y a une proposition pour une inversion ou une suppression de points à l'ordre du jour ?

Mme Nicole Lachat (groupe PCSI+RC) demande le report du point 13 à la prochaine séance, car le groupe PCSI+RC n'a aucune personne à proposer pour intégrer la commission de vérification des comptes. Le Conseil général accepte d'annuler et de reporter le point 13 à la prochaine séance du Conseil général, à l'unanimité.

La présidente constate que l'ordre du jour est accepté avec la modification ci-dessus.

La présidente donne la parole au Secrétaire du Conseil général pour l'appel.

### **1. Appel.**

M. Gérald Kraft, secrétaire du Conseil général, procède à l'appel nominal. 32 membres du Conseil général sont présents. Mme Véronique Meier est excusée (malade). M. Claude Humair est excusé et remplacé par Mme Hannah Osborne. M. Frédéric Juillerat est excusé et remplacé par M. Grégory Gunzinger.

### **2. Procès-verbal du 24 mars 2015.**

Le procès-verbal de la séance du Conseil général du 24 mars 2015 est accepté tel que présenté, avec remerciements à son auteur.

### **3. Communications.**

Madame la Présidente Catherine Wolfer communique que le maire a représenté les autorités communales à l'assemblée générale du Hockey-club Bassecourt.

Mme Christine Roemer, membre du bureau du Conseil général, a représenté le Conseil général à l'assemblée des Patachous.

Mme la Présidente a reçu une invitation à la Fête de l'étang, organisée par la société de pêche qui se déroulera les 4 et 5 juillet.

Mme Catherine Wolfer est invitée par le Syndicat d'embellissement de Bassecourt (SEB) à l'inauguration de l'œuvre d'art devant pérenniser la médaille d'Or olympique de Steve Guerdat, le 23 juin prochain à Bassecourt.

Mme Catherine Wolfer est également invitée à l'apéritif de « Bassecourt s'amuse » le vendredi 26 juin.

Mme Catherine Wolfer communique que M. Fabian Turinetti, de Courfaivre, a donné sa démission de sa fonction de conseiller général suppléant. M. Claude Voutat a accepté de le remplacer. Elle lui souhaite la bienvenue.

Mme Catherine Wolfer explique qu'elle a été invitée en début d'année par le groupe de citoyens responsables de Haute-Sorne concernant le projet de géothermie profonde. Ils souhaitent que le Conseil général et non le Conseil communal, donne le préavis de la commune. Elle leur a répondu que cette option était légalement impossible, car dans le cadre d'un plan spécial le préavis est de la compétence du Conseil communal. Par contre, elle a promis qu'elle amènerait le sujet sur la table du bureau pour voir comment connaître et rendre public le point de vue des conseillers généraux. Lors de la séance du 28 mai, les membres du bureau ont accepté d'aller dans leur sens et ont décidé que les groupes politiques seraient invités à donner leur avis, par écrit, et à le transmettre à la présidente du Conseil général qui délivrerait un message de synthèse lors de la séance du Conseil général. Les groupes PCSI+RC, PDC et PS émettent un avis tranché en faveur de la géothermie profonde. A une très large majorité ils soutiennent ce projet de recherche novateur qui permettra, chacun l'espère, d'entrevoir des solutions pour produire de l'électricité renouvelable dans un avenir proche. De plus, les garanties offertes par les plans d'affectation et leurs prescriptions, les plans de permis de construire, les rapports d'impact sur l'environnement, ainsi que par la récente convention tripartite les satisfont. Le groupe UDC+AB insiste sur le fait que la procédure liée au plan spécial a été strictement respectée et que, partant, les lois ont été respectées. Cependant, le groupe UDC+AB n'a pas pris position sur le fond du sujet, en arguant que le Conseil général n'a pas à se prononcer sur ce projet pour trois raisons : - respecter la séparation des pouvoirs (exécutif / législatif et canton / commune), - ne pas interférer dans des procédures qui ne sont pas de sa compétence, - ne pas créer un fâcheux précédent dans l'histoire du Conseil général de Haute-Sorne.

M. Pascal Crétin, conseiller communal, rappelle l'histoire du problème de l'eau potable à Sceut. Une séance s'est déroulée le 2 juin, en présence de représentants de la Confédération, du Service de l'économie rurale, du bureau d'ingénieurs et des autorités communales. A l'unanimité, la décision de démarrer le projet a été prise. Le coût des travaux se monte à 1,45 millions. La part de Haute-Sorne se monte à Fr. 277'000,-. Le crédit d'étude de Fr. 57'000,- a été approuvé par le Conseil communal lors de sa séance du lundi 15 juin. L'objectif est de terminer les travaux en octobre 2016. Un procès-verbal doit nous être transmis par le Service de l'économie rurale. Ensuite, une communication sera envoyée aux consommateurs de Sceut.

M. Jean-Bernard Vallat, maire, apporte les salutations de M. Jean-Louis Joliat, conseiller communal, en arrêt maladie pour un problème cardiaque. Il se remet gentiment de son opération et il sera de retour après les vacances d'été.

M. le maire communique qu'une conférence de presse a été organisée lundi 15 juin 2015 concernant le projet de géothermie profonde. Il informe qu'une convention très importante a été signée entre la commune, le canton et le promoteur. La convention sera bientôt en consultation sur notre site internet.

Concernant l'évaluation de fonction des employés communaux, le maire se réjouit du frein qui a été mis. En effet, l'ensemble des maires a accepté que l'Association Jurassienne des Communes (AJC) soit porteur du projet, pour l'évaluation de tous les fonctionnaires.

M. Jean-Bernard Vallat, avec une délégation du Conseil communal, a rencontré les citoyens de Soulce et Undervelier. Les personnes qui se sont manifestées dans la presse, qui ont envoyé un courrier et les représentants des pétitionnaires, ont été invités à une séance. Cette dernière s'est assez bien passée, dans un climat serein.

M. le maire communique que Mme Sandrine Lachat a été engagée comme juriste à 50 %, dès le 1<sup>er</sup> août 2015.

Les travaux à l'école secondaire avancent normalement. Pour la rentrée d'août, nos élèves pourront occuper des locaux mieux adaptés.

Les travaux de transformation de l'ancienne administration en une UAPE à Glovelier avancent également et là aussi, l'ouverture est prévue pour la rentrée d'août.

M. le Maire informe qu'une classe de 1<sup>ère</sup>, 2<sup>ème</sup> et 3<sup>ème</sup> Harmos a été maintenue à Soulce.

Sur demande spéciale du Conseil communal et des responsables de groupes, M. le Maire rappelle aux personnes qui font partie d'une commission communale, d'assister aux séances.

#### **4. Questions orales.**

**M. Damien Lachat (groupe UDC+AB)** relève que la réalisation d'un nouveau réservoir à Soulce fait couler autant d'eau que d'encre. Si le projet voté semblait attractif, force est de constater que sa réalisation laisse un goût amer. Un seul but est atteint, celui de la quantité d'eau de réserve. Par contre, il semble qu'en ce qui concerne l'augmentation de la pression, elle est irréalisable sans faire sauter la moitié des conduites du village. La consommation en électricité est également exorbitante, alors qu'elle devait être nulle, grâce à une turbine. Un autre point est en suspend et c'est l'objet de la question de M. Lachat, il semble qu'une erreur dans le calcul des subventions fait apparaître un manque de plus de Fr. 170'000,-. Il demande si le Conseil communal peut confirmer cette information et nous renseigner sur les raisons de cette différence et peut-être nous dire de qui vient l'erreur.

**M. Pascal Crétin** répond qu'effectivement les bruits qui ont couru sont fondés. Nous avons une rentrée de subvention de Fr. 175'000,- en moins que prévu. Le bureau RWB a été convoqué et a donné des explications. La subvention prévue était de 72 %, au final elle s'est élevée à 61 %. En résumé, la principale cause est une révision des ordonnances cantonales et une réduction des subsides quant à la protection incendie.

**M. Damien Lachat (groupe UDC+AB) est satisfait.**

**M. Vincent Voyame (groupe PCSI+RC)** relève que plusieurs artisans et entreprises qui travaillent avec la commune se plaignent de ne pas être payés à l'échéance de leurs factures. Les retards sont parfois importants. Il en demande la raison. Est-ce une politique délibérée du Conseil communal ? Est-ce un dysfonctionnement ou y a-t-il une autre raison ? M. Voyame remercie le Conseil communal d'éclairer le Conseil général et le cas échéant, préciser les mesures qui seront prises pour respecter les délais de paiements et rassurer les entrepreneurs de notre région.

**M. Etienne Dobler** répond que ce n'est pas une volonté du Conseil. A réception des factures, elles sont ventilées dans les dicastères, visées et redonnées pour paiement. Après contrôle, dans certains cas les bureaux d'ingénieurs doivent vérifier que les factures soient conformes au projet. Il arrive parfois que des factures ne soient pas payées dans les 30 jours. Dans l'ensemble, les factures sont payées dans les délais.

**M. Vincent Voyame (groupe PCSI+RC) est satisfait.**

**M. Patrick Ballaman (groupe PS)** demande des précisions au sujet de la convention concernant le projet de géothermie profonde. La redevance est de deux types, une redevance unique et une redevance importante par KWh produit. M. Ballaman souhaite avoir des précisions sur la négociation qui a été menée.

**M. Jean-Bernard Vallat** répond que le Conseil communal a pu négocier et obtenu le montant de Fr. 100'000,- comme redevance unique. Le montant sera versé dès le début des travaux. Nous avons obtenu un montant de Fr. 0,20 par KWh produit. Le Canton et les promoteurs sont allés dans notre direction.

**M. Patrick Ballaman (groupe PS) est satisfait.**

**M. Denis Jeannerat (groupe PDC)** constate avec satisfaction la progression des travaux à l'école secondaire et il imagine que tout sera prêt comme prévu pour la rentrée scolaire du mois d'août. Concernant le financement, lorsque le Conseil général du 6 octobre 2014 a approuvé le crédit de Fr. 1'450'000,-, le plan financier prévoyait un subventionnement notamment par le Canton et l'association Patenschaft. M. Jeannerat demande l'état d'avance de ces demandes d'aide et quel montant de subventionnement peut-on attendre ?

**M. Etienne Dobler** rappelle que la gestion administrative, financière et technique du projet est du ressort du Syndicat de l'école secondaire. Il relève que selon le procès-verbal du 31 mars 2015 de l'assemblée du Syndicat de l'Ecole secondaire de la Haute-Sorne, on peut lire que « les subventions ont été demandées trop tard ! » Dans le même temps, le Conseil communal est informé, par sa représentante au Syndicat, que le projet ne sera pas subventionné, car si l'on demande des subventions, le permis de construire ne sera pas délivré. Etonnés, nous en prenons acte, mais sommes pour le moins surpris de cette situation, jugée incohérente ! Le Département de la formation, de la culture et des sports a écrit au Syndicat, avec copie à la commune, pour accuser réception de son courrier du 23 mars 2015. Le Département prend note du retrait de la demande de subventions, ceci dans le but de bénéficier d'une subvention complète pour le projet d'agrandissement de l'école secondaire. Au vu du problème, un premier rendez-vous a été organisé avec le Département. Il en ressort qu'il était tout à fait possible, moyennant le respect de certaines règles, de demander des subventions pour ce projet. Une séance urgente a été convoquée le 8 mai 2015. Participaient à la séance : MM. Vallat, Ballaman, Bellè et Dobler, alors que Mme Eggenschwiler et M. Iglesias, président du Syndicat sont excusés. Lors de cette séance il est proposé de solliciter le Syndicat en lui demandant de relancer le processus de subventionnement. Cette proposition a été ratifiée par le Conseil communal lors de sa séance du 11 mai 2015. Un projet de lettre est rédigé et proposé au Syndicat. Ce courrier contenait, notamment, les éléments suivants :

- Demander de considérer le courrier du 23 mars 2015 comme nul et non avenu en priant le Service cantonal de reconsidérer la situation ;
- Demander une subvention cantonale pour la réalisation de pavillons en bois en remplacement de containers ;
- Demander au vu de l'urgence de la situation (rentrée des classes en août 2015) une autorisation de début anticipé des travaux ;
- Solliciter le canton pour apporter son soutien dans la demande de soutien financier de la part de Patenschaft.

A l'heure actuelle, M. Dobler n'est pas en mesure de donner des informations de la suite qui sera donnée à cette requête, mais il est confiant quant à son issue. M. Dobler termine en soulignant que pour l'instant, le Conseil communal attend le retour du canton, mais il est bien clair que nous devons revenir sur ce dossier, afin de déterminer ce qui s'est réellement passé avec comme objectif d'éviter que de telles situations se reproduisent à l'avenir.

**M. Denis Jeannerat (groupe PDC)** est satisfait.

**5. Approbation des comptes communaux 2014 de la Commune de Haute-Sorne et des comptes bourgeois des bourgeoisies de Bassecourt, Courfaivre, Glovelier et Soule (Message N° 50 du Conseil communal au Conseil général du 18 mai 2015).**

Mme Catherine Wolfer donne la parole à M. Etienne Dobler, conseiller communal, responsable du dicastère Finances et Impôts, qui donne quelques commentaires sur les comptes communaux qui bouclent avec un excédent de produits de Fr. 497'484,-. L'entrée en matière est acceptée.

M. Etienne Dobler présente les comptes communaux rubrique par rubrique.

Mme Nicole Grellier (PCSI+RC) relève que son groupe a pris connaissance des comptes et demander des informations au caissier. Elle tient à remercier le Conseil communal pour sa rigueur. Elle associe l'administration communale. C'est avec satisfaction que le groupe PCSI+RC accepte les comptes 2014.

M. Michel Saner (PDC), a pris connaissance des comptes et du rapport du Conseil communal. Il remarque que le compte municipal boucle avec un bénéfice substantiel. Des recettes qui permettent d'amortir la dette. Il qualifie le résultat d'encourageant et invite le Conseil communal à rester vigilant, la situation n'autorisant aucun relâchement. Les nuages sont toujours menaçants, par rapport à la situation économique, Optima et les charges de l'Etat qui ne cessent de progresser. Il rappelle que l'exercice 2014 comprend l'effet de l'amnistie fiscale et la subvention pour la fusion. Il remercie la fiduciaire et la commission des finances. Le groupe PDC accepte les comptes 2014.

M. Patrick Ballaman (PS) a pris connaissance des comptes et se réjouit du résultat positif. Les dépenses de fonctionnement ont été respectées. Le rigueur doit rester de mise et le découvert au bilan doit encore diminuer. Il remercie les intervenants.

M. Etienne Dobler remercie les présidents de groupe qui se sont exprimés.

Comptes de la Bourgeoisie de Bassecourt : bénéfice de Fr. 68'595,-.

Comptes de la Bourgeoisie de Courfaivre : bénéfice de Fr. 9'211,-.

Comptes de la Bourgeoisie de Glovelier : déficit de Fr. 16'186,-.

Comptes de la Bourgeoisie de Soulce : bénéfice de Fr. 97'823,-.

Passés au vote, les comptes communaux et bourgeois 2014 sont acceptés à l'unanimité.

M. Etienne Dobler remercie le Conseil général. Il remercie plus particulièrement le service financier, il associe à ses remerciements l'ensemble du personnel communal, la commission de vérification des comptes et le Conseil communal.

**6. Modification de l'aménagement local – plan de zones, règlement sur les constructions et plan des degrés de sensibilité au bruit – secteur "Au Coeudret II à Bassecourt" (Message N° 51 du Conseil communal au Conseil général du 18 mai 2015).**

Mme Catherine Wolfer rappelle que le projet de modification de l'aménagement local doit être voté par le peuple.

M. Gérard Ruch explique que le secteur concerné par la présente procédure de changement d'affectation se situe en zone agricole, bien que la parcelle n° 2741 soit déjà construite. La révision du plan d'aménagement de Bassecourt, qui s'est déroulée entre 1999 et 2009, n'a jamais prévu l'intégralité de cette surface en terrain à bâtir. Quatre parcelles sont mises en zone à bâtir HAe, représentant une surface de 3'638 m<sup>2</sup> et trois parcelles sont remises en zone agricole, ce qui représente une surface de 5'700 m<sup>2</sup>. La présente modification de l'aménagement a fait l'objet d'un examen préalable au canton et elle fait actuellement l'objet d'un dépôt public du 28 mai au 29 juin 2015. Le Conseil général est invité à donner son avis, avant la votation populaire qui aura lieu à l'automne 2015 pour être adoptée avant son entrée en vigueur par décision du Service du développement du territoire. Dans une deuxième phase, l'étude sera complétée par un Plan spécial d'équipement de détail réglant la construction et l'organisation des aménagements sur ce secteur. Cette procédure sera adoptée par le Conseil communal respectivement ratifiée par le Service du développement territorial. Les frais de modifications sont à la charge de la Commune et représentent un montant de Fr. 4'000,-. Les frais du plan spécial sont à charge des propriétaires privés.

L'entrée en matière est acceptée.

La discussion n'est pas utilisée.

Passée au vote, la modification de l'aménagement local – plan de zones, règlement sur les constructions et plan des degrés de sensibilité au bruit – secteur « Au Coeudret II » à Bassecourt est acceptée à l'unanimité.

**7. Crédit de Fr. 120'000.00 pour la réfection du toit de la loge "La Morée" à Glovelier (Message N° 52 du Conseil communal au Conseil général du 18 mai 2015).**

M. Guy Meier, conseiller communal, indique que la loge de « La Morée » a été construite en 1902. Elle a été agrandie ensuite en 1969. A l'époque de sa construction, elle comportait un appartement, qui été supprimé. Les travaux porteront sur l'amélioration et la réfection de la toiture de la loge, soit le démontage complet de la sous-couverture et des couvertures existantes. La fourniture et la pose d'une sous-toiture, d'un contre-lattage, d'un lattage, de planches larmier et de nouvelles tuiles en terre cuite Jura, de couleur rouge. Le devis pour ces travaux s'élève à Fr. 120'000,-. Les travaux seront financés par les liquidités courantes.

L'entrée en matière est acceptée.

Mme Nicole Lachat (groupe PCSI+RC) regrette que le préavis de la commission bourgeoise ne figure pas sur le message, puisqu'il existe une convention entre le syndicat de pâturage et la Bourgeoisie de Glovelier.

M. Guy Meier répond que le Syndicat de pâturages est autonome, gère les pâturages et verse un montant de Fr. 28'000,- à la Bourgeoisie. Le Syndicat loue la loge à la Bourgeoisie. M. Guy Meier ajoute que la commission est à l'origine de cette demande.

M. Didier Hulmann (groupe PDC) rappelle que la Coopérative d'exploitation pastorale a été créée en novembre 2009. Tous les exploitants ont été admis, même les non-bourgeois. Le bail a débuté en 2010 et a été approuvé par le Service de l'économie rurale en 2011. Le Syndicat exploite les pâturages et touche les contributions d'estivage, qui sont reversées à 80 % aux exploitants. C'est une dépense à juste titre en tant qu'entretien du patrimoine bâti.

Passé au vote, le crédit de Fr. 120'000,- pour la réfection du toit de la loge « La Morée » est accepté par 26 voix sans avis contraire.

M. Guy Meier remercie le Conseil général, au nom du Syndicat et de la Bourgeoisie de Glovelier.

<b>8. Adopter le règlement de la commission d'école et les statuts du cercle scolaire de Haute-Sorne (Message N° 53 du Conseil communal au Conseil général du 18 mai 2015).</b>
---

Mme Nicole Eggenschwiler, conseillère communale, explique que les Communes de Saulcy et Glovelier composaient le cercle scolaire du Tabeillon. Suite à la fusion des communes de Bassecourt, Courfaivre, Glovelier, Soulce et Undervelier, la Commune mixte de Haute-Sorne doit adapter son règlement d'école, ainsi que les statuts liant le cercle scolaire de Haute-Sorne avec la Commune de Saulcy. Les Communes de Haute-Sorne et Saulcy concluent une entente intercommunales et forment le cercle scolaire de Haute-Sorne, conformément à la loi sur l'école obligatoire (RSJU 410.11) et la loi sur les Communes (RSJU 190.11). Le règlement de la commission d'école définit les tâches et l'organisation de ladite commission composée de membres de Haute-Sorne et de Saulcy. Ces règlements ont été soumis au Service de l'enseignement qui les a contrôlés et modifiés selon la loi scolaire et l'ordonnance y relatives. L'assemblée communale de Saulcy a adopté ces deux règlements en date du 30 mars 2015. Le Conseil communal, la commission d'école du cercle scolaire de Haute-Sorne préavisent favorablement cet objet.

L'entrée en matière est acceptée.

Mme Catherine Wolfer présente le règlement article par article, ainsi que les statuts.

La discussion est ouverte, mais la parole n'est pas demandée.

Mme Catherine Wolfer présente ensuite les statuts qui ont déjà été approuvés par la commune de Saulcy.

La discussion est ouverte, mais la parole n'est pas demandée.

Passés au vote, le règlement de la commission d'école et les statuts du cercle scolaire de Haute-Sorne sont acceptés à l'unanimité.

<b>9. Réponse à la question écrite N° 10 "Gestion des déchets, les nouvelles pratiques amènent encore quelques questions".</b>
--

La réponse à la question écrite n° 10, intitulée « Gestion des déchets, les nouvelles pratiques amènent encore quelques questions » a été envoyée par courrier et courriel aux membres du Conseil général. Elle a également été mise sur le site internet de la Commune.

La réponse écrite du Conseil communal est annexée au présent procès-verbal.

Mme Céline Grellier (groupe PCSI+RC) est satisfaite.

<b>10. Traiter la motion N° 3 "Des messages précis amènent de bonnes décisions".</b>
--

M. Jean-Luc Portmann (PCSI+RC) note qu'il s'est passé beaucoup de choses depuis que notre nouvelle commune existe. Chacune et chacun tire à la même corde pour que tout fonctionne au mieux. Il relève qu'il y a de réels succès et il en félicite les auteurs. Mais dans tout processus nouveau, il y a des éléments à améliorer. Son message n'a donc aucun autre but que d'améliorer notre fonctionnement. M. Portmann n'aime pas revenir sur le passé, mais il constate que la qualité des 53 messages qui ont été remis était inégale. Il répète que sa motion n'a qu'un seul but : améliorer l'existant et de ce fait donner au Conseil général un outil décisionnel qui soit le plus efficient possible. Il faut donc prendre cette interpellation comme un élément constructif destiné à améliorer la communication entre l'exécutif et le législatif. Des messages selon un canevas standard de qualité permettront à toutes et tous de mieux comprendre les dossiers qui nous sont soumis. Nous pourrions nous concentrer sur le débat de fond, sans perdre de temps sur la recherche d'informations qui feraient défaut dans les messages. Il est aussi important que le niveau d'information soit identique pour tous les messages. M. Portmann ajoute qu'il ne demande pas la lune, mais il souhaite seulement que notre nouvelle commune fonctionne au mieux et qu'elle devienne un exemple à suivre pour les autres communes qui auraient l'intention de fusionner. La communication entre le Conseil communal et le Conseil général, la compréhension des décisions à prendre et la clarté de nos débats nécessite un standard de qualité élevé que nous atteindrons si la motion est acceptée. M. Portmann invite les membres du Conseil général à accepter la motion avec beaucoup d'enthousiasme si possible, afin que les rouages entre nos différents niveaux d'autorités soient encore mieux huilés. Il précise que le groupe PCSI+RC est unanime pour soutenir cette motion. M. Jean-Luc Portmann ajoute qu'il se tient personnellement à la disposition du Conseil communal s'il souhaite de sa part une contribution opérationnelle et effective à la mise en place de cette motion.

M. Jean-Bernard Vallat, maire, transmet l'avis du Conseil communal. Tout le monde est d'accord, nous devons améliorer des choses et la façon de travailler. Ce qui a été réalisé avec les pratiques actuelles l'a été de manière correcte, même si ce n'est pas toujours de la même façon et le même canevas. Pour le maire, il est très difficile d'imposer un fil rouge assez précis. Chacun travaille en fonction de ses idées et de sa vision. De plus, il faut laisser une certaine place aux débats. Le Conseil communal ne soutient pas la motion, car cette dernière est en partie réalisée. La liberté de présenter les messages doit rester au Conseil communal. Les messages ont souvent amené de bonnes décisions.

M. Eric Dobler (PDC) partage les soucis de M. Jean-Luc Portmann, au début il y a eu de petits soucis. Cependant, il est plutôt d'avis que la version proposée par M. Jean-Bernard Vallat est plus adaptée. Nous allons dans le bon sens. Nous devons insister sur le fond des messages plutôt que la forme.

M. Patrick Ballaman (PS) indique que le parti socialiste estime que les éléments en notre possession ont été suffisants pour prendre position et donner un avis en toute connaissance de cause. Aussi, les messages ainsi que les dossiers préparés par le Conseil communal ont toujours donné satisfaction. Un canevas est déjà en place et la présentation des messages respecte un fil rouge. Nous pensons qu'un processus trop rigide pourrait nuire à la sensibilité qu'un représentant de l'exécutif souhaite amener dans un dossier. C'est pour cette raison principalement que nous pensons qu'il est judicieux de laisser une certaine liberté à l'auteur des messages. M. Ballaman rappelle encore que le bureau du Conseil général a la mission de jouer un rôle de filtre et peut être cas échéant de demander des ajustements dans la présentation des messages et des dossiers. La composition du bureau a été approuvée de manière à ce que chaque parti puisse y être représenté et ainsi garantir la clarté dans les messages. Le groupe PS ne souhaite pas soutenir cette motion pour toutes les raisons soulevées.

M. Jean-Luc Portmann maintient sa motion.

La parole n'est plus demandée.

Passée au vote, la motion n° 3 est acceptée par 18 voix contre 12.

<b>11. Traiter la motion N° 4 "3<sup>ème</sup> et 4<sup>ème</sup> âge – infrastructures dans la commune de Haute-Sorne".</b>
--

Mme Catherine Wolfer rappelle que lors de sa séance du bureau du Conseil général du 29 avril 2015, le bureau du Conseil général avait pris la décision, à l'unanimité, que les motions et postulats datés et remis le 19 mai 2015, seraient valablement reçus à cette date, en raison de l'annulation de la séance du Conseil général du 19 mai 2015.

M. Patrick Ballaman (groupe PS) relève que le texte de sa motion est relativement complet. La population vieillit et des adaptations sont à faire. L'agrandissement du home est un premier pas. Les coûts en séjour en EMS sont importants et il s'agit d'offrir d'autres alternatives. Il cite la création de centre de jour, avec des appartements adaptés et protégés. Il existe des structures performantes à Delémont. Le législateur cantonal a la volonté d'augmenter les chambres individuelles, le développement d'unités spécialisées et le développement de structures intermédiaires et des soins à domicile. La question doit se poser déjà maintenant, pour répondre au futur. L'idée est de créer un groupe de travail, pour étudier les structures à mettre en place au niveau de notre commune.

M. Jean-Bernard Vallat répond que la motion a été acceptée par le Conseil communal. Le Conseil communal soutient toute réalisation, soit pour le home ou autres. On sait que le 4<sup>ème</sup> âge demande toujours plus de soin. Nous soutenons tous les projets publics et privés. L'agrandissement du home est un sujet actuel. La motion demande la création d'un groupe de travail. Dans sa réflexion, le Conseil communal est d'avis qu'il serait bien de transformer la motion en un postulat, ce qui donnerait une plus large possibilité de manœuvre pour faire des propositions pour les 3<sup>ème</sup> et 4<sup>ème</sup> âge.

M. Michel Saner (groupe PDC) rejoint les propos de M. le Maire. Il est également conscient du vieillissement de la population. Il demande le rejet de la motion et demande à la transformer en postulat.

M. Patrick Ballaman demande une suspension de séance de quelques minutes. Le Conseil général est favorable.

M. Patrick Ballaman accepte de transformer sa motion en un postulat.

M. Jean-Bernard Vallat informe qu'il va s'attaquer à ce dossier et ouvrir la porte à d'autres propositions. Il remercie M. Patrick Ballaman.

Passé au vote, le postulat est accepté à l'unanimité.

#### **12. Nomination d'un membre de la commission "Organisation de la journée des aînés".**

Nomination d'un membre de la commission "Organisation de la journée des aînés". Le groupe PDC propose M. Michel Saner de Courfaivre.

M. Michel Saner est élu tacitement.

#### **13. Nomination d'un membre de la commission "Vérification des comptes".**

Ce point a été annulé et reporté à la prochaine séance du Conseil général.

#### **14. Nomination d'un membre de la commission "Colonie de vacances".**

Nomination d'un membre de la commission "Colonie de vacances". Le groupe PDC propose Mme Yvonne Hulmann de Glovelier.

Mme Yvonne Hulmann est élue tacitement.

#### **15. Statuer sur la demande d'admission à l'indigénat communal présentée par M. Castineira Ordenez Luis.**

Il appartient à M. Jean-Bernard Vallat, maire, de présenter la demande d'admission à l'indigénat communal présentée par M. Luis Castineira Ordenez.

M. Luis Castineira Ordenez est né le 23 mai 1963 à La Coruña (Espagne). Il est arrivé à Vendlincourt en 1995. Il est domicilié depuis 1998 à Bassecourt. M. Castineira est au bénéfice d'un permis d'établissement C. M. Castineira est marié et a un enfant. Motif de la demande : cela fait plusieurs années qu'il vit en Suisse et il se sent très bien ici et est bien intégré.

L'audition s'est déroulée le 2 mars 2015. Au vu des renseignements recueillis, le Service de la population considère que toutes les conditions sont réunies pour que M. Luis Castineira Ordóñez obtienne le droit de cité cantonal et communal.

Passée au vote, la demande d'admission à l'indigénat présentée par M. Luis Castineira Ordóñez est acceptée par applaudissements.

**16. Statuer sur la demande d'admission à l'indigénat communal présentée par M. Cherkezi Seldin.**

Il appartient à M. Jean-Bernard Vallat, maire, de présenter la demande d'admission à l'indigénat communal présentée par M. Seldin Cherkezi.

M. Seldin Cherkezi est né le 20 juillet 1995 en Macédoine. Il est arrivé à Bassecourt le 29 septembre 1995. Il est célibataire et au bénéfice du permis d'établissement C. Motif de la demande : M. Seldin Cherkezi a passé toute sa vie dans le Jura. Il a ses amis et sa famille ici. Il aimerait être reconnu comme citoyen suisse, car il a grandi en Suisse.

L'audition s'est déroulée le 5 mars 2015. Au vu des renseignements recueillis, le Service de la population considère que toutes les conditions sont réunies pour que M. Seldin Cherkezi obtienne le droit de cité cantonal et communal.

Passée au vote, la demande d'admission à l'indigénat présentée par M. Seldin Cherkezi est acceptée par applaudissements.

**17. Statuer sur la demande d'admission à l'indigénat communal présentée par Mme Babic née Todorovic Zorka.**

Il appartient à M. Jean-Bernard Vallat, maire, de présenter la demande d'admission à l'indigénat communal présentée par Mme Zorka Babic.

Mme Zorka Babic est née le 6 avril 1955 en Bosnie et Herzégovine. Elle est arrivée en 1990 à Bassecourt et est au bénéfice du permis d'établissement C. Motif de la demande : Mme Babic veut rester en Suisse pour ses enfants. Toute sa famille se trouve en Suisse.

L'audition s'est déroulée le 26 mars 2015. Au vu des renseignements recueillis, le Service de la population considère que toutes les conditions sont réunies pour que Mme Zorka Babic obtienne le droit de cité cantonal et communal.

Passée au vote, la demande d'admission à l'indigénat présentée par Mme Zorka Babic née Todorovic est acceptée par applaudissements.

**18. Statuer sur la demande d'admission à l'indigénat communal présentée par M. Prieto Perez Joaquin Edgardo et de son épouse Acosta Cubillo Margarita del Carmen.**

Il appartient à M. Jean-Bernard Vallat, maire, de présenter la demande d'admission à l'indigénat communal présentée par M. Joaquin Edgardo Prieto Perez et de son épouse Margarita del Carmen Acosta Cubillo.

M. Joaquin Prieto Pérez est né le 1<sup>er</sup> février 1953 à Santiago au Chili. Il est marié à Mme Margarita del Carmen Acosta Cubillo, née le 8 juin 1955 à Concepcion au Chili. Le couple s'est marié le 2 juillet 1974 et a vécu de 1975 à 1982 en Roumanie, comme réfugié politique. M. Prieto et son épouse sont arrivés à Glovelier, en 1982. Ils sont au bénéfice du permis d'établissement C.

Motif de la demande de naturalisation : M. Prieto se sent bien en Suisse et il est bien intégré. Il demande aussi la nationalité pour sa famille. Il va finir sa vie en Suisse, il est jurassien.

Son épouse a quitté le pays à 19 ans, elle s'est construite en Suisse, cela fait 32 ans qu'elle vit en Suisse, c'est son pays. Elle aime le Jura et la Suisse et est également bien intégrée.

L'audition s'est déroulée le 30 avril 2015. Au vu des renseignements recueillis, le Service de la population considère que toutes les conditions sont réunies pour que M. Joaquin Prieto Pérez et son épouse Mme Margarita del Camen obtiennent le droit de cité cantonal et communal.

Passée au vote, la demande d'admission à l'indigénat présentée par M. Joaquin Edgardo Prieto Perez et de son épouse Margarita del Carmen est acceptée par applaudissements.

**19. Statuer sur la demande d'admission à l'indigénat communal présentée par Mme Lourenço Ferreira da Silva, Laurinda et de son fils Da Silva Correia Brian.**

Il appartient à M. Jean-Bernard Vallat, maire, de présenter la demande d'admission à l'indigénat communal présentée par Mme Laurinda Lourenço Ferreira da Silva et de son fils Brian Da Silva Correia.

Mme Laurinda Lourenço Ferreira da Silva est née le 2 mars 1962 au Portugal. Son fils Brian Da Silva Correia est né le 25 octobre 1997 à Delémont. Mme Lourenço Ferreira est arrivée en 1987 à Porrentruy. Depuis 1990, elle est domiciliée à Bassecourt, avec son fils Brian. Elle est divorcée. Mme Laurinda Lourenço et son fils sont au bénéfice du permis d'établissement C.

Motif de la demande de naturalisation : Mme Lourenço se sent plus Suisse que Portugaise. Elle se sent chez elle dans le Jura et étrangère au Portugal. Elle a ses enfants, d'un premier mariage et ses petits-enfants en Suisse. Son fils Brian est né ici et fait toute sa scolarité. Il connaît mieux la Suisse que le Portugal. Il va voir sa famille pendant les vacances, ses amis sont en Suisse.

L'audition s'est déroulée le 29 avril 2015. Au vu des renseignements recueillis, le Service de la population considère que toutes les conditions sont réunies pour que Mme Laurinda Lourenço Ferreira da Silva et son fils Brian Da Silva Correia obtiennent le droit de cité cantonal et communal.

Passée au vote, la demande d'admission à l'indigénat présentée par Mme Laurinda Lourenço Ferreira da Silva et de son fils Brian Da Silva Correia est acceptée par applaudissements.

**20. Statuer sur la demande d'admission à l'indigénat communal présentée par M. Klein Gaël Marie Patrice Jean.**

Il appartient à M. Jean-Bernard Vallat, maire, de présenter la demande d'admission à l'indigénat communal présentée par M. Gaël Klein.

M. Gaël Klein est né le 15 septembre 1964 à Luxeuil-les-Bains (France). Il est arrivé en Suisse en 1990. Il est domicilié à Bassecourt depuis 1995 et au bénéfice du permis d'établissement C.

Motif de la demande de naturalisation : cela fait plus de la moitié de sa vie qu'il vit en Suisse. M. Klein a développé son réseau d'amis et de connaissances au niveau privé et professionnel. Son objectif est de vivre en Suisse. Il ne peut pas se prononcer sur le plan fédéral en cas de votation et souhaite pouvoir le faire. Il est impliqué dans la vie locale de notre région. Cela fait plus de 25 ans qu'il s'applique à respecter les lois de notre pays et aimerait pouvoir obtenir le droit d'être Suisse. Il veut continuer à vivre dans le Jura et n'envisage en aucune manière de retourner vivre en France.

L'audition s'est déroulée le 29 avril 2015. Au vu des renseignements recueillis, le Service de la population considère que toutes les conditions sont réunies pour que M. Gaël Klein obtienne le droit de cité cantonal et communal.

Passée au vote, la demande d'admission à l'indigénat présentée par M. Gaël Klein est acceptée par applaudissements.

---

Au nom du Conseil communal, M. Jean-Bernard Vallat, maire, souhaite à toutes et tous d'excellentes vacances et se réjouit de retrouver tout le monde en plein forme pour la prochaine séance du Conseil général en septembre.

